

Commission : Éducation et culture
Thème : Contrôle de l'Internet
Pays : Bolivie

Malgré le développement technologique et informatique au long des années, la Bolivie n'a pas réussi à trouver une stabilité ou un accès fixe à L'Internet, pour ça, elle veut s'intégrer et s'informatiser comme les autres pays du Monde avec l'objectif d'investir les projets de l'ONU dans ce domaine.

Nous devons chercher les problèmes que génèrent Internet pour les Pays développés et les Pays d'Amérique du Sud et pourquoi un pays comme la Bolivie voudrait s'investir dans le contrôle de l'Internet ?

C'est une problématique plutôt difficile, effectivement, nous savons que nous ne sommes pas un pays totalement développé (PIB plutôt bas, approximativement 31.000 millions \$, et l'économie se centre plutôt sur les travaux miniers et agricoles, et l'Internet n'est pas totalement accessible pour des pays comme la Bolivie, Mexique, Maroc, Venezuela...pays "exclus" du Monde technologique, et sans contrôle de l'Internet)

Malgré le développement technologique et informatique au long des années partout dans le Monde, notamment dans les pays du "Nord", la Bolivie n'a pas réussi à accrocher le wagon.

Nous proposons de mettre en place la création d'une agence internationale ou un organisme onusien pour le contrôle et l'accès à l'Internet pour tous et nous exigeons une coopération totale des pays développés technologiquement pour nous faire une place et entrer dans le Monde "connecté" pour diminuer les données illégales sur Internet comme peuvent être la pornographie infantile, le trafic de drogues ou la vente d'armes entre autres données qui perturbent le Monde.

Avec l'aide des pays du "Sud" sur le contrôle de l'Internet, les pays du "Nord" auraient une autre opinion, une autre vision.

Maintenant, au niveau national, notre Ministre bolivien de Sécurité Citoyenne, Gonzalo Lazcano, a informé les habitants que le gouvernement Bolivien s'est mis en contact avec les administrateurs des grands et extrêmement importants réseaux sociaux comme WhatsApp, Google, Twitter et Facebook, pour que l'Internet en Bolivie soit protégé et veille à disposer des outils et filtres nécessaires pour renforcer la lutte contre le trafic de personnes.

Aussi, un député du gouvernement Bolivie veut diminuer la publicité et mettre en place la privatisation du réseaux Facebook pour éviter les crimes préparés ou une autre fois, le trafic de personnes.

Sans doute, des mesures très intelligentes et importantes prise par notre gouvernement aideront clairement l'ONU si elle nous intègre dans ses projets.